



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique économique

Question au Gouvernement n° 1007

Texte de la question

SITUATION EN OUTRE-MER

M. le président. La parole est à M. Christian Paul, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Christian Paul. Monsieur le Premier ministre, la voix et le message de détresse des départements d'outre-mer doivent être enfin entendus par le Gouvernement, ici, à l'Assemblée nationale. La crise sociale qui s'aggrave chaque jour davantage dans ces départements prend ses racines dans les conditions de vie de nos concitoyens, la vie trop chère - 40 % plus chère que dans l'Hexagone quand les revenus sont plus faibles de 30 % ; elle prend aussi ses racines dans le désengagement de l'État, de ses missions régaliennes comme des solidarités indispensables et dans une revendication de dignité qui ne supporte plus les silences et les promesses non respectées au sommet de l'État. Les outre-mers, c'est la République et l'égalité. Ce n'est pas une lointaine périphérie ignorée de la République.

Un consensus général s'est installé outre-mer, j'en témoigne avec tous les députés des outre-mers, ainsi qu'avec François Lamy et Arnaud Montebourg, qui se sont rendus sur place, pour regretter l'inertie de l'État, première source des tensions actuelles. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Tous ceux que nous avons rencontrés, élus de tous bords, forces sociales, chefs d'entreprises, dans un même esprit de responsabilité, sont prêts à la reprise du dialogue. Tous, ils affirment qu'il est nécessaire que le Président de la République et le Gouvernement agissent sans délai pour que les négociations reprennent et que les tensions s'apaisent.

Monsieur le Premier ministre, qu'allez-vous faire...

M. Patrick Roy. Rien !

M. Christian Paul. ...pour que ces urgences sociales et salariales légitimes trouvent des réponses pour les salariés et les familles les plus modestes ?

M. Maxime Gremetz. Courage, fuyons !

M. Christian Paul. Devant une situation exceptionnelle, quelles sont les réponses exceptionnelles que le Gouvernement entend mettre en oeuvre, pour les prix, les salaires, les retraites et les loyers ?

Un député du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Assez de démagogie !

M. Christian Paul. Qu'allez-vous faire pour que les superbénéficiaires de certains secteurs économiques, qui profitent d'une clientèle captive, soient sérieusement régulés ? Enfin, qu'allez-vous faire pour que les outre-mers, trop souvent ignorés, retrouvent, dans le dialogue et dans la paix civile, le chemin de l'espoir ?

(*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. André Chassaigne. Très bien !

M. le président. La parole est à M. Yves Jégo, secrétaire d'État chargé de l'outre-mer. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Yves Jégo, secrétaire d'État chargé de l'outre-mer. Monsieur le député, vous avez passé, avec certains de vos collègues, quarante-huit heures aux Antilles, et vous avez bien fait. Pour ma part, j'ai passé dix jours dans les mêmes endroits (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR*) et je suis sûr que nous avons rencontré les mêmes personnes. Je suis également certain qu'au-delà des cris et des vociférations, nous avons la même analyse des causes structurelles qui détruisent la société antillaise et qui sont à l'origine de cette crise. D'abord, nous devons apporter une réponse de fond. J'espère que nous saurons nous engager ensemble dans

un travail en profondeur pour bâtir un nouveau modèle antillais, parce que les sociétés des Antilles l'attendent et que la crise d'aujourd'hui est issue de trente ou quarante années de dérives, que vous avez soulignées en partie à juste titre.

Ensuite, il faut donner une réponse sociale et économique pour soutenir l'activité, l'emploi, et permettre aux entreprises de jouer pleinement leur rôle : elles doivent pouvoir embaucher ceux qui attendent de trouver une place dans l'entreprise et être des négociateurs en matière de conditions salariales. C'est ce à quoi le Gouvernement s'emploie et c'est ce qui fera l'objet d'un rendez-vous entre le Président de la République, les présidents de comités et les parlementaires.

M. Christian Paul. Enfin !

M. Yves Jégo, *secrétaire d'État*. Je souhaite qu'au-delà de cette crise et du jeu politique, nous sachions nous retrouver pour bâtir un nouveau modèle et de nouvelles relations avec les outre-mers. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Maxime Gremetz. Pourquoi avoir tant attendu ?

Données clés

Auteur : [M. Christian Paul](#)

Circonscription : Nièvre (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1007

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Outre-mer

Ministère attributaire : Outre-mer

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 février 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 18 février 2009